



## Plus de fruits et légumes

### Une nouvelle initiative FAO/OMS s'efforce d'accroître la production, les disponibilités et la consommation dans le monde entier

La plupart des êtres humains devraient manger plus de fruits et légumes. Les recherches indiquent que si on les consomme en quantité suffisante chaque jour dans le cadre d'un régime équilibré, ils aident à prévenir de graves maladies, notamment l'insuffisance cardiaque, l'attaque cérébrale, le diabète, le cancer et les carences en précieux oligo-éléments et en vitamines. L'OMS place la faible consommation de fruits et légumes au sixième rang parmi les 20 facteurs de risque pour la mortalité humaine dans le monde, juste derrière des tueurs mieux connus comme le tabac et l'hypercholestérolémie.

Or, la consommation mondiale de fruits et légumes est bien inférieure aux niveaux minimum recommandés de 400g par personne et par jour. Si les préférences alimentaires ont évolué au cours des cinquante dernières années – une désaffection des céréales et des légumineuses au profit des huiles végétales, des sucres et de la viande – la part de fruits et légumes n'a augmenté que très légèrement, et on estime que sa consommation dans le monde équivaut à tout juste 20-50% des seuils minimum recommandés.

**But ambitieux.** La FAO et l'OMS ont lancé une campagne visant à réduire le risque de maladies chroniques en garantissant une offre, une disponibilité et une consommation de fruits et légumes en quantité suffisante dans le monde entier. Pour atteindre ce but ambitieux, "l'Initiative mondiale des fruits et légumes pour la santé" (ou GlobFaV) s'efforce d'optimiser les synergies entre les travaux mondiaux de l'OMS sur l'alimentation, l'activité physique et la santé, et les programmes de la FAO sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la filière horticole. De concert avec d'autres organismes des Nations Unies, l'Initiative soutiendra les programmes nationaux dans les pays en développement faisant intervenir des coalitions de parties prenantes - des ministères de l'agriculture, de la santé et des transports, aux agriculteurs, aux services de vulgarisation, aux établissements scolaires et à l'agro-alimentaire.

"Certes, c'est un pari ardu", admet Eric Kueneman, chef du Service des cultures et des herbages de la FAO, "mais l'enjeu est de taille. On sous-estime l'importance des fruits et légumes dans la promotion de la nutrition et de la santé en général. A mesure que l'on consomme de plus en plus de matières grasses et de glucides dans le monde entier, on risque d'assister à une marginalisation des fruits et légumes dans l'alimentation des gens".



Mais alors, pourquoi ne mangeons-nous pas plus de fruits et légumes? Alison Hodder, responsable des cultures horticoles à la FAO, explique que les obstacles vont des climats non adaptés à l'horticulture à de mauvaises pratiques agricoles et aux pertes après récolte, à la pauvreté, aux préjugés culturels et à la montée en flèche des aliments prêt-à-servir (ou "convenience foods"). "Par exemple," dit Hodder, "les agriculteurs à faible revenu de l'Ethiopie ne peuvent se permettre de perdre des cultures horticoles à cause des parasites et des maladies, et ils préfèrent cultiver des céréales et des légumineuses qui présentent moins de risques. Même s'il existe une production horticole commerciale dans l'est du pays, l'essentiel est destiné à l'exportation. Il en résulte que les Ethiopiens mangent moins de 100g de fruits et légumes par jour – ce qui équivaut à une carotte de taille moyenne". Des enquêtes réalisées aux Etats-Unis ont révélé que les principaux obstacles à la consommation accrue de fruits et légumes sont "le coût élevé" et la "mauvaise qualité", tandis que dans certains pays d'Afrique australe, en revanche, les légumes sont snobbés parce que considérés comme "aliments des pauvres".

Etant donné la diversité des obstacles rencontrés, GlobFaV encourage un cadre d'action au niveau des pays dressé lors d'un atelier FAO/OMS à Kobe (Japon). Rédigé par plus de 50 experts dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'agriculture, le "cadre de Kobé" recommande la mise en place d'équipes de coordination nationales visant à mobiliser les parties prenantes et à administrer les programmes d'action.

Le but commun de ces interventions sera d'accroître, parmi toutes les catégories de population, la consommation de fruits et légumes abordables, de bonne qualité et ne présentant aucun danger pour la santé. Mais les filières maraîchères sont souvent longues et complexes, impliquant des interactions entre de multiples processus et acteurs, et toute une série de domaines d'offre et de consommation, depuis la subsistance jusqu'aux supermarchés. William Clay, chef du Service Programmes nutritionnels de la FAO, affirme que pour améliorer la consommation, il faut presque toujours accroître la demande effective du consommateur: "Parvenir à cet objectif signifie aligner l'offre d'un aliment donné sur la demande à partir d'un domaine spécifique de consommateurs, ce qui, à son tour, requiert des efforts intégrés pour rehausser les revenus, abaisser les prix, étendre, diversifier et stabiliser les disponibilités, garantir la salubrité des aliments et accroître la désirabilité de fruits et légumes."

Pour créer un secteur des fruits et légumes viable et durable, les pays doivent adopter une vision holistique de la filière en ne négligeant pas les possibilités d'améliorer les pratiques de production et de distribution. Les améliorations non seulement accroîtront l'offre, mais créeront des revenus supplémentaires pour les producteurs ruraux et autres petits opérateurs.

Si les travaux de la FAO en matière d'horticulture comprennent aussi la production commerciale à grande échelle, ils insistent en particulier sur les systèmes de production urbains et péri-urbains et des ménages ruraux. Dans les zones rurales des pays en développement, les jardins potagers familiaux – associés à des campagnes communautaires d'éducation à la nutrition – offrent une méthode prouvée pour accroître la sécurité alimentaire des familles, améliorer l'état nutritionnel et fournir un complément nécessaire aux revenus du ménage. Selon la FAO, les programmes de promotion des fruits et légumes devraient encourager la culture de variétés connues localement et très répandues, et introduire des technologies simples pour la production, la manutention après récolte et la conservation.

Dans et aux alentours des zones urbaines, par ailleurs, la petite horticulture a un énorme potentiel. L'urbanisation s'accompagne d'une intensification de la demande de fruits et légumes frais, que les catégories plus riches de la population peuvent se procurer dans les magasins. De nombreuses familles rurales pauvres migrant vers les villes se tournent vers le jardinage sur des mini-parcelles pour produire des fruits et légumes destinés à leur propre consommation, et vendre les excédents occasionnels sur les marchés locaux.

A condition d'être bien gérée, l'agriculture urbaine et péri-urbaine pourrait fournir des denrées vivrières fraîches à une part

importante de la population urbaine, outre constituer une occasion de travail autonome et de création de revenus. Pour développer ce secteur dans une optique durable, selon la FAO, les programmes d'intervention devront encourager les technologies innovantes, comme les micro-potagers, aider à insérer l'agriculture urbaine dans la planification urbaine, et faire intervenir les parties prenantes dans les questions liées de régime foncier, de gestion de l'eau et des déchets, et la salubrité et la qualité des aliments.

Les coûts de production le long de la filière ont des retombées sur le prix de vente final et, par conséquent, sur l'accès des consommateurs aux fruits et légumes. "Dans tous les systèmes de production, les cultivateurs doivent avoir accès aux technologies portant à des gains d'efficacité", says Alison Hodder. "Comme l'horticulture fait un usage intensif des ressources naturelles, les services de vulgarisation doivent promouvoir un aménagement intégré des sols, de l'eau et des nutriments des plantes, et des pratiques de gestion durables. Les agriculteurs doivent adopter des techniques modernes comme la programmation des cultures, qui aide à organiser la production durant toute l'année, et avoir accès à un bon matériel végétal – une offre de semences légumières et des systèmes efficaces de pépinières pour les arbres fruitiers sont des apports essentiels".

Après la récolte, les fruits et légumes sont également extrêmement périssables, avec des pertes pouvant aller jusqu'à 50% dans certains pays en développement. La FAO identifie d'autres problèmes fondamentaux dans le secteur après récolte, comme les produits de piètre qualité, des systèmes inefficaces de commercialisation et d'information, et de faibles moyens de recherche-développement. Etant donné que la transformation après récolte ajoute une valeur à la production primaire, améliorer la gestion après récolte contribuera aux revenus des agriculteurs ainsi qu'à un accroissement de l'offre.

Enfin, GlobFaV entend veiller à ce que des niveaux plus élevés de production ne nuisent en aucun cas à la qualité et à l'innocuité des aliments. "Les risques dérivant de l'utilisation incorrecte des pesticides ou de l'eau d'irrigation polluée seraient sans nul doute contraires à notre objectif d'une meilleure santé", déclare Hodder. "Garantir la salubrité et la qualité des aliments dépendra de l'application de bonnes pratiques à des points spécifiques de la filière".

"Pour faire des fruits et légumes une priorité mondiale, l'Initiative a besoin d'une vaste participation au niveau national et international", fait remarquer Eric Kueneman. "Elle exigera une solide coordination des politiques et activités à l'OMS et à la FAO, une collaboration avec les organisations internationales et un engagement clair de la part des gouvernements".